

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ●

Mettons
le point
final.

Revue de jurisprudence récente en droit de la santé et de la sécurité du travail

Marie-Hélène Labbé & Marie-Claude Perron,

avocates à la Vice-présidence de la qualité et de la cohérence du Tribunal administratif du travail

THÈMES ABORDÉS



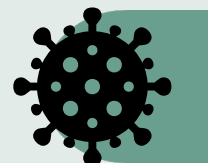
Délai de réclamation



Admissibilité



Lésion psychologique



Covid-19



Négligence



Enquête



Évaluation médicale



Réadaptation



Procédure

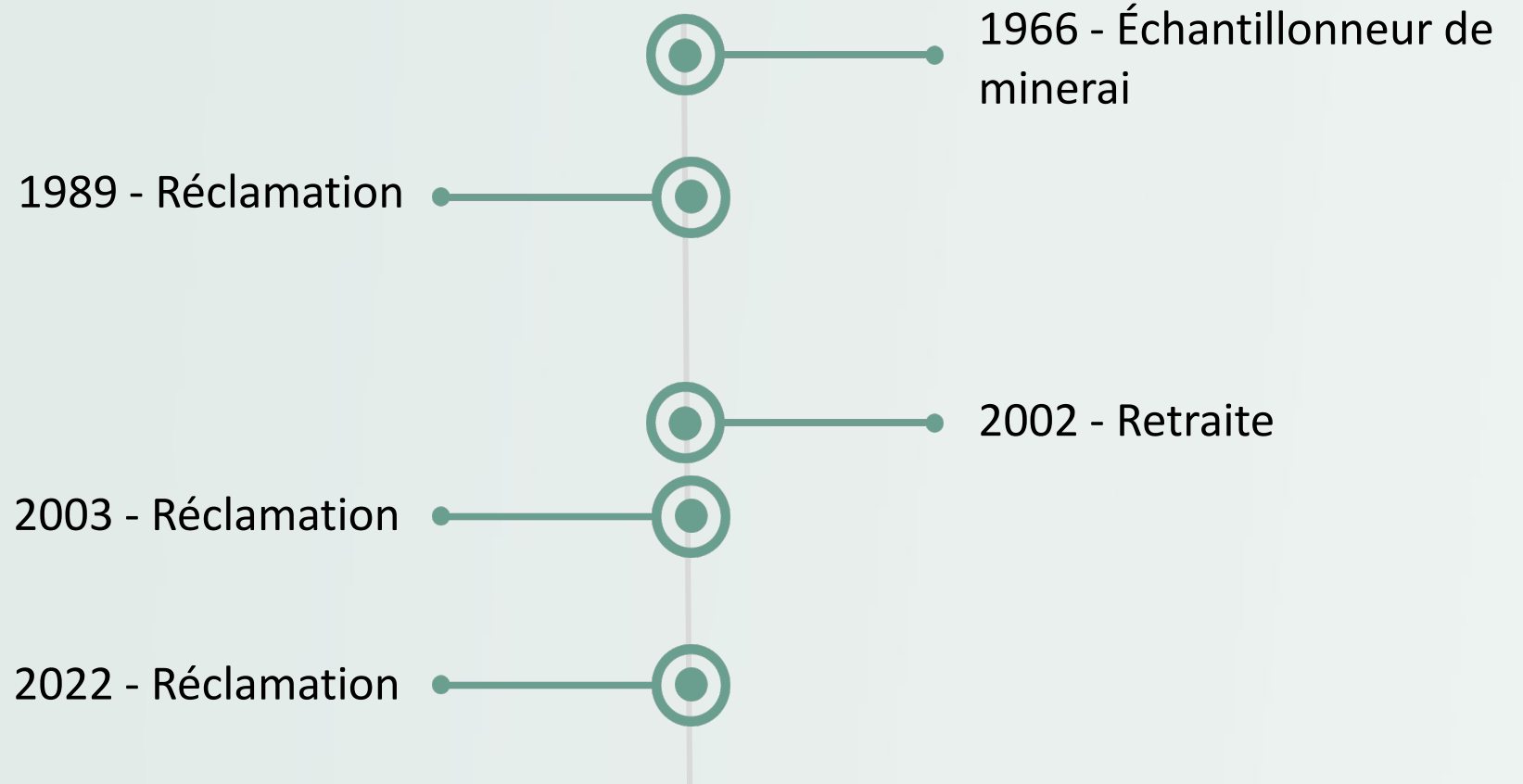


LSST

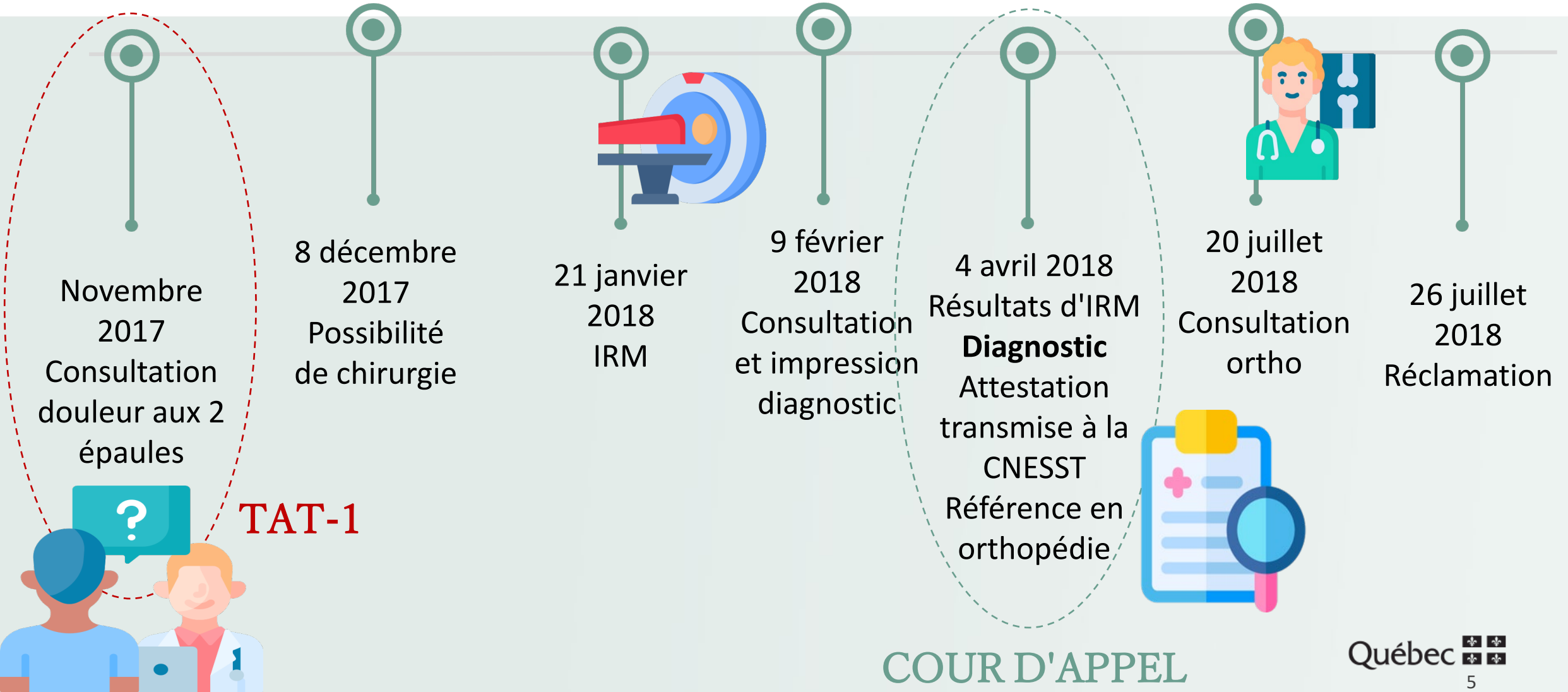


Délai de réclamation

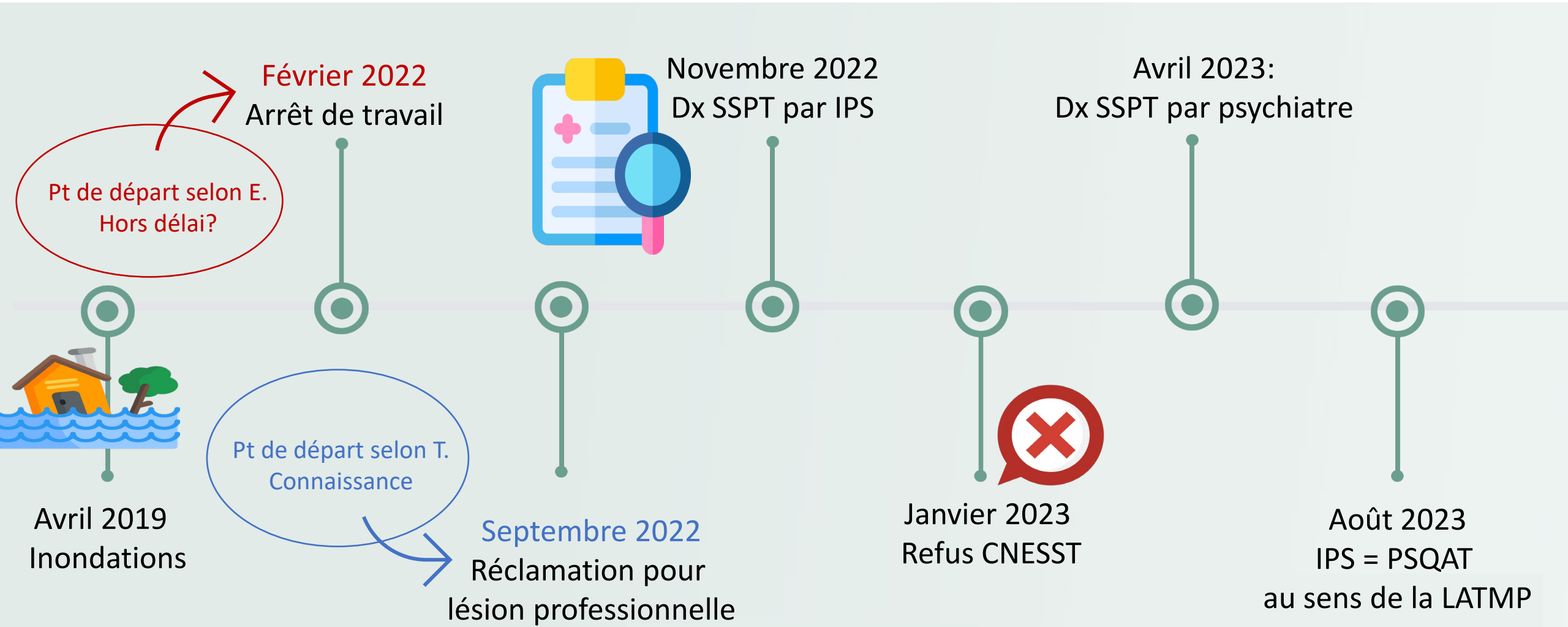
Barnes et Glencore Canada Corporation, 2024 QCTAT 1170



Perron c. Gilles Veilleux Itée, 2024 QCCA 824



Scanlan et Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, 2024 QCTAT 672





Admissibilité

Lajoie et UPA Développement international, 2024 QCTAT 1952

- Embauche en pandémie
- 100% télétravail
- Retour au bureau = Déménagement
- Douleurs au trapèze

Présomption? Non

Accident du travail? Non

Maladie professionnelle? Non



Fafard et Industrielle Alliance, assurance et services financiers inc., 2024 QCTAT 85



À l'occasion du travail



Télétravail



Sphère personnelle

VS

Sphère professionnelle



Accident de trajet



Lésions psychologiques

Savoie et Centre de services scolaire des Patriotes, 2024 QCTAT 301

Est-ce que faire face à l'agressivité d'un parent peut dépasser le cadre habituel du travail?

Oui: il s'agissait d'un événement traumatisant, un geste volontaire et prémédité.

Événement imprévu et soudain?

Oui



Centre de services scolaire A et M.B., 2023 QCTAT 4770

Accident
d'auto



Événement au
travail



Trouble de
stress post
traumatique

Avant: aucun antécédent
psychiatrique
Après: quelques épisodes de
panique et de stress aigu,
paresthésies et
engourdissements

Relation causale entre
l'événement et le diagnostic?
Oui
Aggravation d'une condition
personnelle?
Oui

La travailleuse n'est pas témoin de
l'événement
MAIS
Accident du travail au sens de
l'article 2

Patenaude et Centre de services scolaire des Hautes-Rivières, 2024 QCTAT 449

Événement imprévu et soudain

Jurisprudence «traditionnelle»

Un événement unique ou un cumul d'événements;

Objectivement ~~traumatisant~~;

Qui déborde du cadre normal et habituel du travail.

Preure et Centre de service scolaire de Montréal, 2022 QCTAT 253

Singularité des événements

Patenaude et Centre de services scolaire des Hautes-Rivières, 2023 QCTAT 2384

Un événement qui est un fait identifiable qui se matérialise;

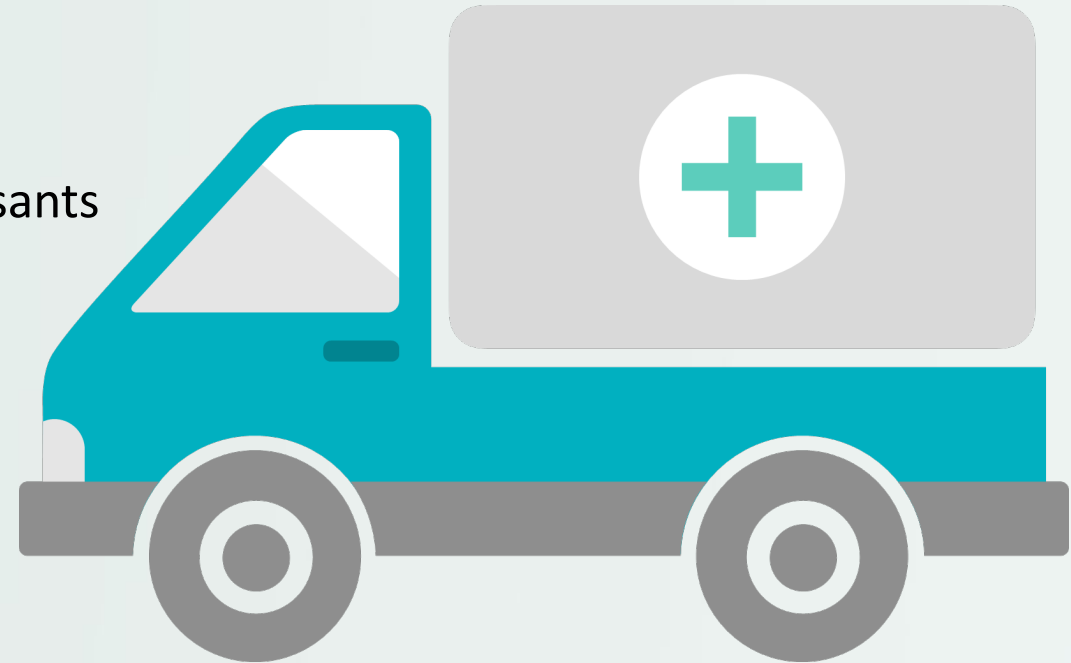
Que cet événement soit imprévu;

Que cet événement soit soudain.

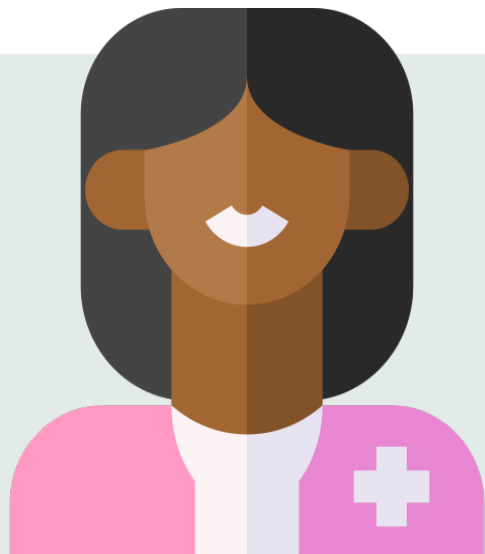
Julien et Corporation d'Urgences-Santé, 2024 QCTAT 11

- Élément déclencheur: intervention de routine
- Pas un événement imprévu et soudain
- Le travailleur évoque des événements difficiles et bouleversants au cours de son travail sur une période de 15 ans

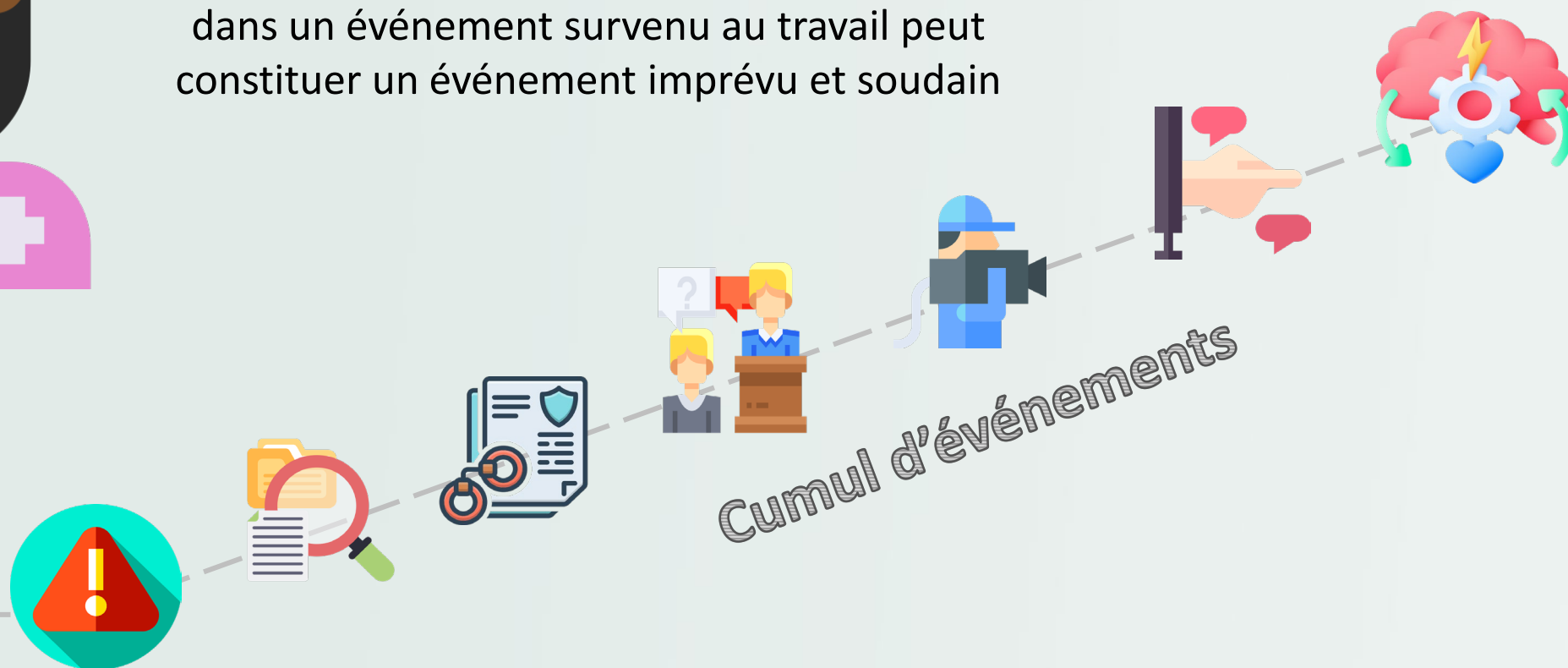
Accident du travail?
Notion élargie de l'accident du travail?
Maladie professionnelle? ←

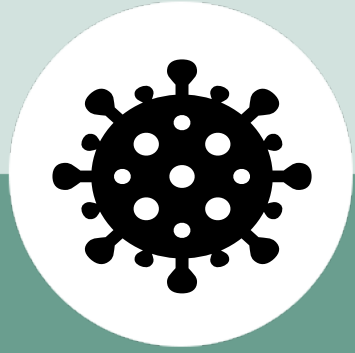


Charles et Centre de soins prolongés Grace Dart, 2024 QCTAT 1859



Une suite d'événements trouvant leur source dans un événement survenu au travail peut constituer un événement imprévu et soudain





Covid-19

Thibault et CISSS de la Montérégie-Est, 2024 QCTAT 183

Travailleuse

- Port obligatoire du masque depuis mars 2020 = modification subite et importante de ses conditions de travail, qui s'assimile à un événement imprévu et soudain

Employeur

- Diagnostic retenu est celui de dermite de contact allergique
- Preuve prépondérante démontre que la travailleuse n'est pas allergique aux composantes du masque de procédure

CNESST

- Une obligation légale de porter un masque de procédure, découlant de l'état d'urgence sanitaire décrété par le gouvernement, ne constitue pas un événement imprévu et soudain

Comeau et Centre de santé et de services sociaux Alphonse-Desjardins, 2023 QCTAT 3851



Dx Covid, d'origine professionnelle:

- Novembre 2020

Consolidée:

- Février 2021

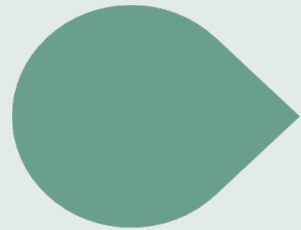
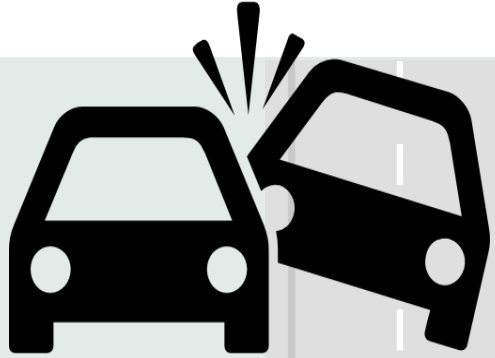
Dx Covid longue:

- Mai 2021

Est-ce que la Covid longue peut être reconnue à titre de récurrence rechute ou aggravation?

Oui

**Gornicka et Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
de l'Est-de-l'Île-de-Montréal - Centre hospitalier de soins de longue
durée Marie-Curie-Sklodowska, 2024 QCTAT 2429**



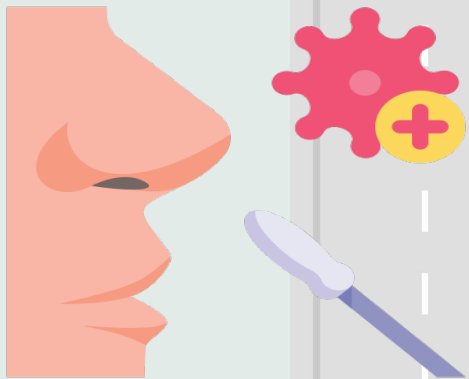
Arrêté ministériel 2021-024 : une personne salariée travaillant au sein d'un établissement de santé et de services sociaux qui n'a pas reçu une dose de vaccin contre la COVID-19 doit passer un minimum de trois tests de dépistage par semaine et en fournir les résultats à son employeur



Accident survenu à l'occasion du travail?



Finalité de l'activité exercée par la travailleuse au moment de l'accident





Négligence

Eacom-Produits forestiers (Sullivan), 2024 QCTAT 1114

Financement

Art. 327, 2e alinéa

Les paragraphes 1° et 2° du premier alinéa s'appliquent uniquement lorsqu'une décision finale a déterminé l'admissibilité de la blessure ou de la maladie à titre de lésion professionnelle visée aux articles 27 ou 31.

Nécessité d'une décision d'admissibilité

Codification d'une certaine jurisprudence du Tribunal qui exigeait qu'une telle décision ait été rendue pour accorder le transfert

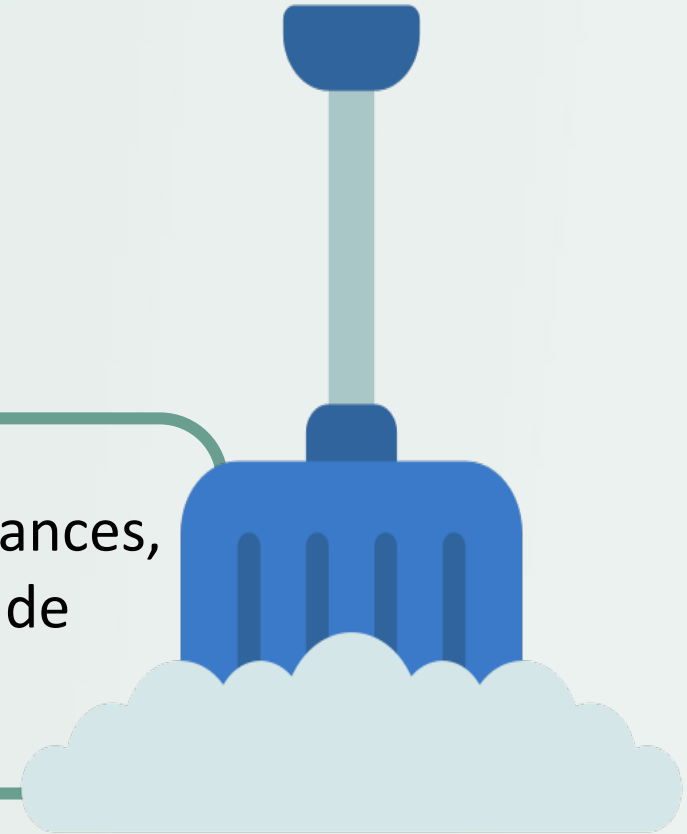


9305-1511 Québec inc. et Gadbois, 2024 QCTAT 250

Négligence grossière et volontaire

Est-ce que le fait de ne pas respecter les consignes de l'employeur signifie *nécessairement* qu'il y a eu négligence grossière et volontaire?

Il faut tenir compte de l'ensemble des circonstances, mais on doit absolument être en présence de circonstances exceptionnelles





Enquête

Côté et Paysagiste Promovert inc., 2024 QCTAT 924



Après enquête, la CNESST cesse certaines mesures de réadaptation et réclame les sommes au travailleur.

Oui à toutes ces questions

- Est-ce que les rapports d'enquête sont recevables en preuve?
- Est qu'en 2018 la CNESST peut reconsidérer ses décisions en réadaptation datant de 2010?
- Peut-elle réclamer le montant de 20 580\$?



Évaluation médicale

Paccar Canada (Usine de Ste-Thérèse) et Leblanc, 2023 QCTAT 3989

Article 224.1, 3^e alinéa

Si elle n'a pas déjà obtenu un tel rapport, la Commission peut demander au professionnel de la santé qu'elle désigne un rapport sur le sujet mentionné aux paragraphes 1^o à 5^o du premier alinéa de l'article 212 qui a fait l'objet de la contestation; elle est alors liée par le premier avis ou rapport qu'elle reçoit, du membre du Bureau d'évaluation médicale ou du professionnel de la santé qu'elle a désigné, et elle rend une décision en conséquence.



- Objectif de la Loi
- Dispositions concernant la procédure d'évaluation médicale
- Célérité et efficacité de la procédure
- Volonté du législateur

Baril et Savignac Électrique inc., 2024 QCTAT 777

PSQAC



Entorse au poignet gauche, **fracture** du scaphoïde gauche et **fracture** à la jonction cubito-carpienne de la main gauche et de rhizarthrose secondaire
Pas consolidées

MD-E



Entorse au poignet gauche, **fracture** du scaphoïde gauche et **fracture** par arrachement à la face dorsale de l'os pyramidal gauche
Consolidées DAP 1% et LF

Demande au BEM: se prononcer sur DX de **fracture à la jonction cubito-carpienne de la main gauche.**
Pour TOUS les autres DX, se prononcer **seulement** sur conso, soins/traitement AP et LF

BEM



Entorse au poignet gauche et d'arthrose carpo-métacarpienne à la base du pouce gauche
Entorse conso, arthrose pas conso
Entorse pas d'AP ni LF

Pas de fracture?

BEM irrégulier en partie: il a élargi son mandat
Est-ce que le nouvel article 221 limite maintenant le pouvoir discrétionnaire du BEM?



Réadaptation

Fortier et Structures Ultratec inc., 2024 QCTAT 1943



Article 165 LATMP

Le travailleur qui a subi une atteinte permanente grave à son intégrité physique en raison d'une lésion professionnelle et qui est incapable d'effectuer les travaux d'entretien courant de son domicile qu'il effectuerait normalement lui-même si ce n'était de sa lésion peut être **remboursé des frais qu'il engage** pour faire exécuter ces travaux, jusqu'à concurrence de 1 500 \$ par année.

Boisvert et Centre de vérification mécanique de Montréal (F), 2024 QCTAT 395

Travaux d'entretien courant du domicile

Ce que la loi dit:

- Travaux que le travailleur effectuerait lui-même
- Maximum annuel remboursable de frais engagés en 2024: 3897\$
- Recherche de la solution appropriée la plus économique

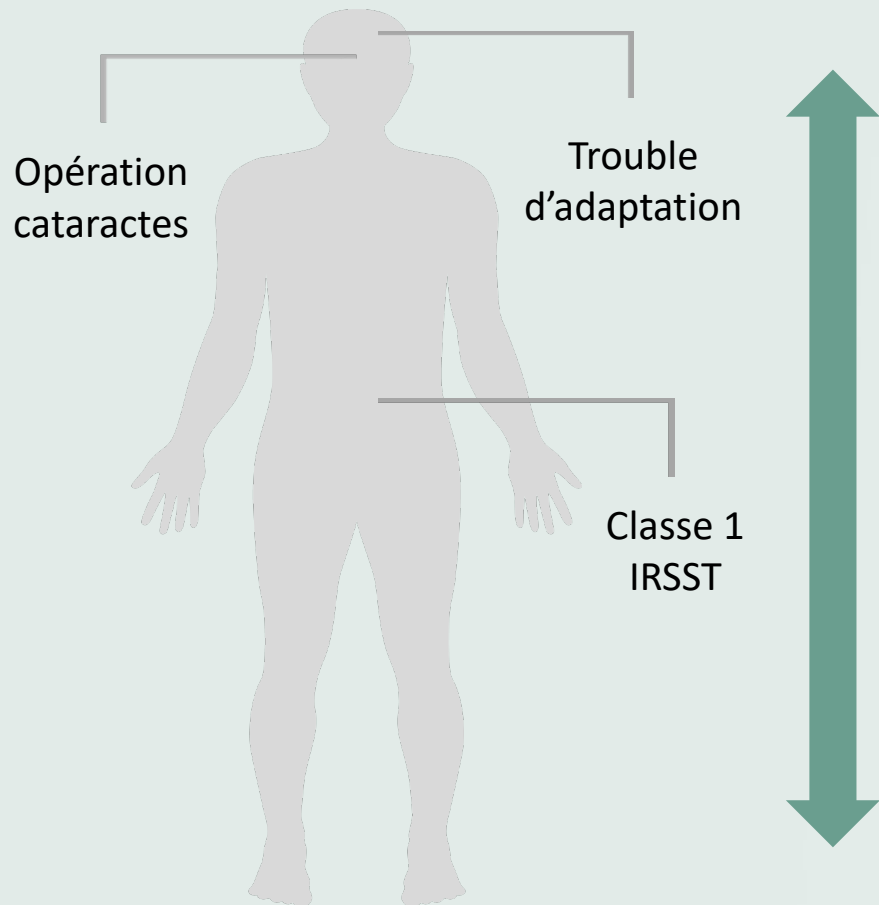
Ce que la politique de la Commission dit:

- 2 évaluations
- Faire appel à des fournisseurs qui ont un NEQ ou un numéro de TPS/TVQ
- Remboursement sur présentation du reçu



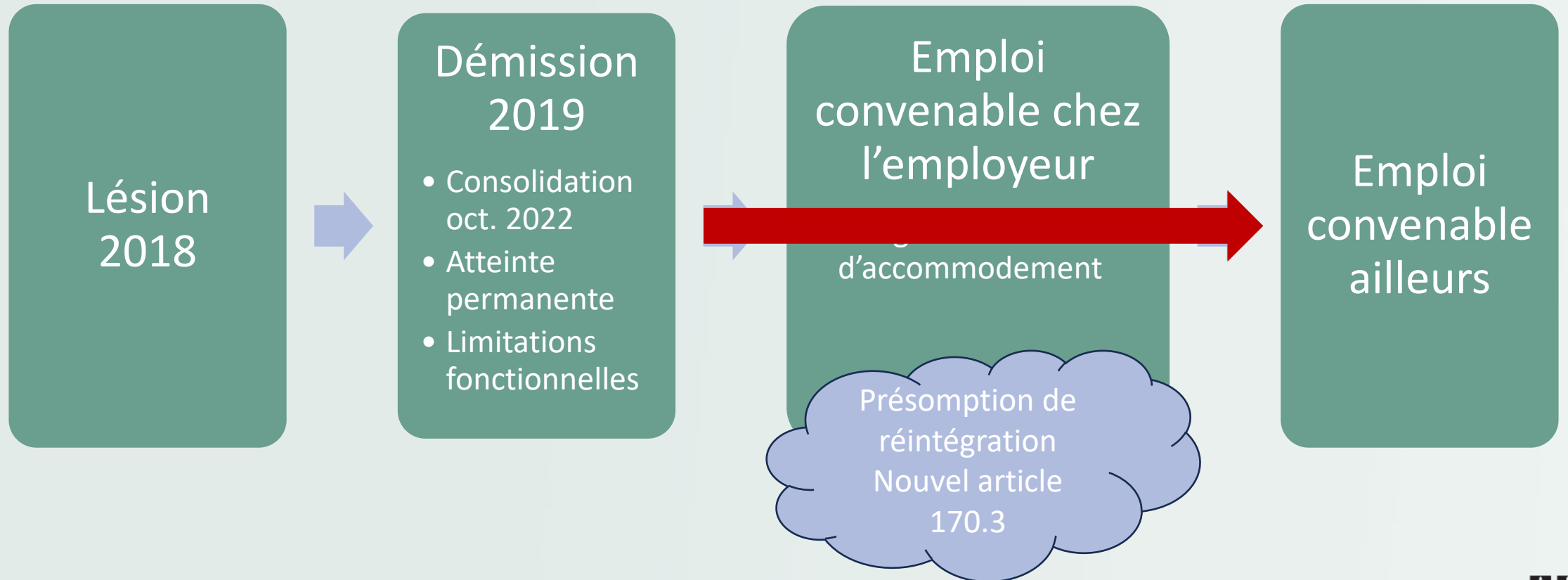
Le Tribunal n'est pas lié par les politiques de la Commission... mais il peut s'en inspirer.

St-Germain et Construction Sorel Itée, 2024 QCTAT 1141



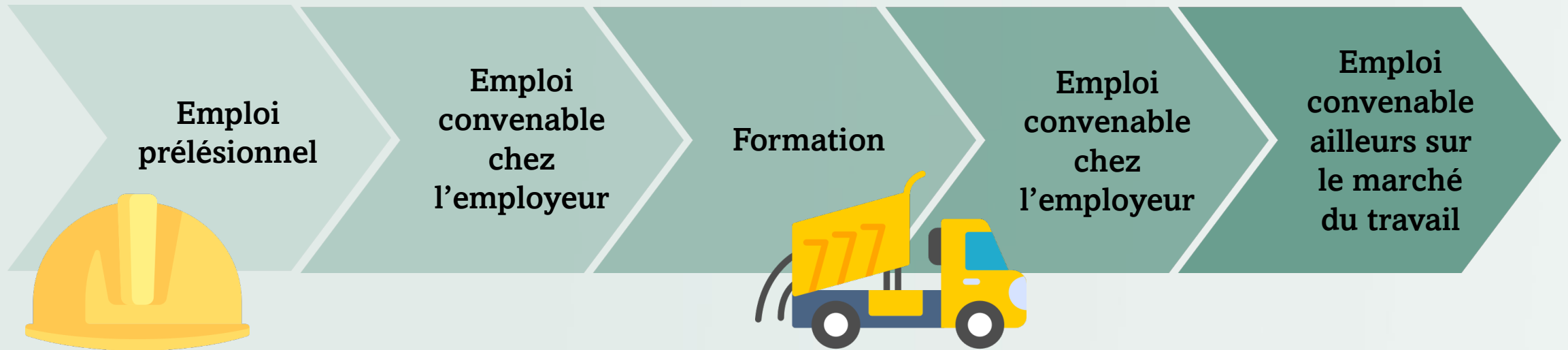
[37] La jurisprudence enseigne pourtant que lors de l'analyse de la capacité résiduelle d'un travailleur à exercer un emploi convenable, la Commission doit non seulement tenir compte des limitations fonctionnelles découlant de la lésion professionnelle, mais également de celles provenant de conditions personnelles médicalement démontrées et présentes au moment de la détermination de l'emploi convenable . L'organisme doit ainsi analyser la capacité résiduelle du travailleur en fonction de sa condition globale.

McGown et École Peter Hall inc., 2024 QCTAT 1858



Rousseau et Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge, 2024 QCTAT 1665

Accommodement raisonnable & contrainte excessive





Procédure

Loblaws inc. (Provigo Le Marché) et Timbert, 2023 QCTAT 4239

Récusation

Demande de récusation: on remet en question l'impartialité du décideur.

Principe: l'impartialité est présumée en raison du serment et du *Code de déontologie des membres du Tribunal administratif du travail*.

Forte présomption, lourd fardeau de démontrer des motifs sérieux de partialité.

Motifs invoqués:

- ❖ Comportements, attitudes et paroles lors de audiences;
- ❖ Omission de demander un certificat médical pour appuyer une demande de remise;
- ❖ Tendence à rendre des décisions favorables à l'employeur;
- ❖ Décision de refus de suspendre l'instance rendue le même jour qu'une décision de la division RT qui concerne le travailleur (et un autre employeur);
- ❖ Dépôt d'une plainte au Conseil de la justice administrative.



Tous rejetés

Loblaws inc. (Provigo Le Marché) et Timbert, 2024 QCTAT 59

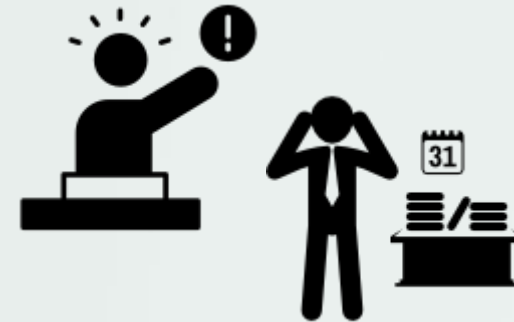
Quérulence

Le pouvoir de d'interdire à une personne au comportement quérulent ou vexatoire d'introduire une affaire

Éléments considérés:

- 4 plaintes en 32
- Demande de récusation
- Plusieurs plaintes pour pratiques interdites
- Demandes systématiques de révision
- Dossier SST de 3300 pages
- Se représente seul
- Acrimonie envers le représentant de l'employeur
- Demande que le représentant de l'employeur soit déclaré quérulent

Nouveauté à la LITAT depuis octobre 2021



Devra demander l'autorisation avant
d'introduire une nouvelle affaire devant le TAT

Barbe et Centre régional de réadaptation La RessourSe, 2024 QCTAT 1223

Non
contestée

Décision
finale et
irrévocable

**Décision CNESST
31 août 2020**

- Travailleur n'est plus capable d'exercer son emploi prélésionnel;
- Aucun emploi convenable n'est disponible chez l'employeur;
- Aucun accommodement permettant de rendre un convenable un emploi chez l'employeur.

**Décision CNESST
8 octobre 2020**

- Travailleur capable d'exercer l'emploi convenable de préparateur de plateau-repas ailleurs sur le marché du travail.

Décision en litige
devant TAT-1

Handfield et Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, 2024 QCTAT 1057

Division **RT**:

11 plaintes pour défaut de représentation

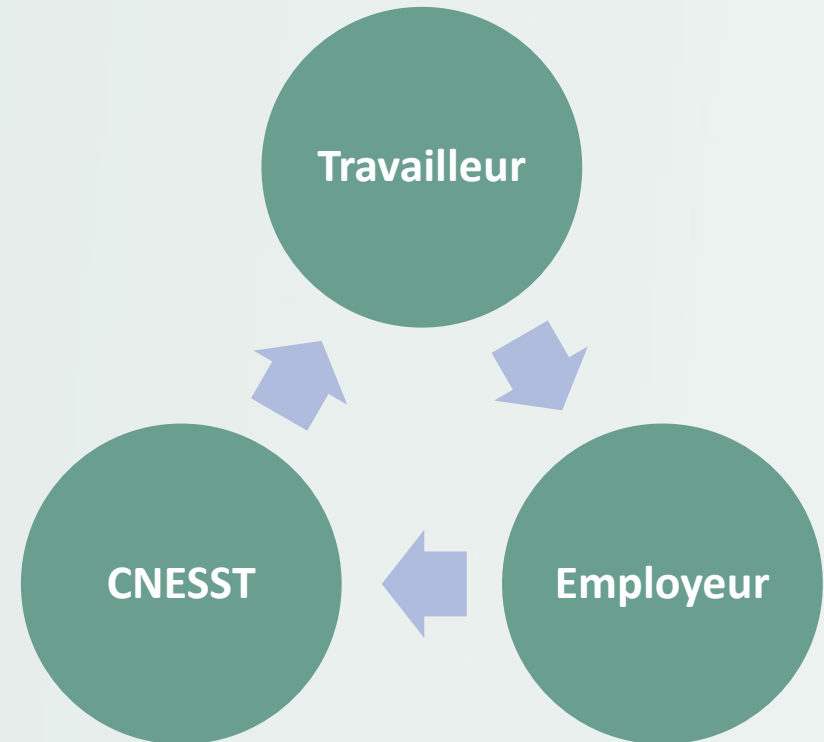


Dans le contexte, est-ce que le syndicat est une personne lésée au sens de l'article 359 de la LATMP et a-t-il l'intérêt requis pour intervenir dans le dossier SST?

Non

Division **SST**:

Refus de la réclamation pour une lésion psychologique



Benzerguine et Hutchinson aéronautique & industrie Itée, 2024 QCTAT 900

Pouvoir du Tribunal

- Articles 9, 10, 41 et 43 LITAT
- Article 6 RPPTAT

Pertinence de l'information

[31] Ici, les données de productions requises par le travailleur sont l'extension de la visite de poste. Ce sont des documents qui permettent de quantifier la prestation de travail et les exigences physiques. Ils ne serviront pas à attaquer la crédibilité du travailleur, mais visent la fiabilité de son témoignage. Ils représentent la meilleure preuve de ce qu'a réellement fait le travailleur en termes de quantité, de fréquence et de durée.



El Bouchaibi et Groupe Artitalia inc., 2024 QCTAT 675

Requête en annulation de désistement

Représentant 1 = retraite et passation de dossier à représentante 2

... pas de nouvelle...

Le travailleur constate que ses dossiers ont été fermés

Hors délai?

Oui, mais relevé du défaut car a fait preuve de diligence

Désistements annulés?

Oui, car absence de consentement libre et éclairé



Services Préhospitaliers Paraxion inc., 2023 QCTAT 5155

Ordonnance de sursis d'exécution

Pouvoir du Tribunal ?

[22] Le présent Tribunal est d'avis que l'insertion dans le troisième paragraphe de l'article 9 de la LITAT du pouvoir de rendre une ordonnance de surseoir, à la suite de l'adoption par le législateur d'une Loi ayant pour objectif de moderniser le régime de prévention et de réparation des lésions professionnelles, démontre que son intention est d'accorder à la division de la santé et de la sécurité du travail du Tribunal, le pouvoir de surseoir à des décisions de la Commission.

Critères

- Apparence de droit
- Préjudice sérieux et irréparable
- Balance des inconvénients



Deschamps et Locweld inc., 2024 QCTAT 1173



Ordonnance de sursis d'exécution - IRR

Article 359 LATMP

359. Une personne qui se croit lésée par une décision rendue à la suite d'une demande faite en vertu de l'article 358 peut la contester devant le Tribunal dans les 60 jours de sa notification.

Lorsque cette contestation vise une **décision qui annule le montant d'une indemnité de remplacement du revenu** accordée par la Commission, **le Tribunal peut ordonner de surseoir à l'exécution de la décision** contestée quant à cette conclusion et de continuer à donner effet à la décision initiale, pour la période qu'il indique, **si le bénéficiaire lui démontre qu'il y a urgence ou qu'il subirait un préjudice grave du fait que la décision initiale de la Commission cesse d'avoir effet.**

[...]



LSST

Gauthier et Confédération des syndicats nationaux, 2023 QCTAT 5366



Article 191.1 LSST

191.1. Une **personne** qui se croit **lésée** par un ordre ou une décision d'un inspecteur peut, dans les 10 jours de sa notification, en demander la révision par la Commission conformément aux articles 358.1 à 358.5 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001).

Desjardins et Boutique Hélou inc., 2024 QCTAT 528

Programme *Pour une maternité sans danger* et lien d'emploi

- Préposée aux bénéficiaires à statut précaire (remplaçante)
- 1^{ère} grossesse: retrait préventif
- 2^e grossesse: demande un retrait préventif
- Décision CNESST: n'est pas admissible parce qu'elle n'est plus à l'emploi

L'employeur n'a pas réembauché la travailleuse parce qu'elle est enceinte

Perspective raisonnable d'être reprise par l'employeur, sous réserve des risques pour la santé du bébé

Elle est une travailleuse au sens de la LSST = droit au programme



**Mettons
le point
final.**